



Le 12 octobre 2022

Audition des représentants de l'Etat par le Comité Groupe France d'EDF Séance extraordinaire du 10 octobre 2022

Les membres du Comité Groupe France d'EDF ont auditionné les représentants de l'Etat sur l'OPA simplifiée afin de connaître les conséquences de cette opération de contrôle à 100% du capital d'EDF pour l'entreprise et ses filiales.

Au moment de l'ouverture du capital en 2005, le projet de l'Etat était soi-disant de donner les moyens à EDF de trouver des financements pour son développement. Force est de constater que le projet d'origine a échoué, notamment en raison de décisions gouvernementales récurrentes et douteuses : politique de dividendes, mise en place de l'ARENH, fermeture d'une partie de notre outil industriel, bouclier tarifaire, etc.

Pourquoi reprendre maintenant l'intégralité du capital sous contrôle exclusif de l'Etat et pour en faire quoi ensuite ? Les futures augmentations de capital seront-elles considérées comme des aides de l'Etat par la Commission Européenne ? Cette même Commission qui depuis des années tente de détruire EDF !

Demain, quel sera le projet industriel d'EDF ? Avec quels financements ? Et quelle sera la place du service public ?

Les membres du Comité de Groupe France ont donc posé 58 questions aux représentants de l'Etat qui ont adopté la même posture qu'à l'Assemblée Nationale au moment du vote du budget rectificatif 2022 : des réponses vagues sans engagements clairs sur la stratégie industrielle, les financements associés ou la réforme du marché de l'électricité.

A l'issue de cette audition, nous apprenons tout de même que **le projet Hercule est abandonné et qu'il n'est pas prévu de réorganiser EDF « à date », que l'Etat maintient l'objectif de cessions d'actifs à hauteur de 3 milliards d'euros, qu'aucune nouvelle augmentation de capital n'est envisagée.**

Pour l'Etat, les difficultés d'EDF sont exclusivement opérationnelles. Drôle d'analyse, d'autant que le phénomène de corrosion sous contrainte ne date que de 18 mois ! Surtout, 3 Mds d'euros ne suffiront pas à éponger la dette abyssale d'EDF, et encore moins à financer les investissements dont la construction de nouveaux EPR.

L'état met donc 10 milliards d'euros sur la table avec cette OPA mais refuse de nous indiquer les futurs projets structurants pour le Groupe et les ressources financières associées. Tout serait « à l'étude ». Nous ne pouvons que redouter la vente de certaines filiales à court terme, avec en complément un nouveau projet caché de découpe d'EDF. Nous sommes bien loin du retour d'EDF service public pour tous.

Les 4 organisations syndicales représentatives au Comité Groupe France ont unanimement exprimé le mécontentement des salariés sur les choix délétères de l'Etat qui ont conduit à fragiliser EDF tout en faisant exploser les factures d'électricité.